

Israël: « Bibi le magicien » garde la main

Après un an et demi de crise inédite, Benjamin Nétanyahou a surmonté tous les obstacles pour rester au pouvoir.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
CORRESPONDANT À JERUSALEM

PROCHE-ORIENT Benjamin Nétanyahou est toujours debout. Il a franchi avec succès tous les obstacles dans son marathon long de dix-huit mois pour son maintien au pouvoir. La Cour suprême a autorisé le premier ministre par intérim à former un gouvernement en dépit des accusations de corruption portées contre lui et la Knesset lui a accordé son soutien. La plus haute juridiction d'Israël lui a donné mercredi soir un blanc-seing : elle a rejeté à l'unanimité de ses onze juges l'ensemble des plaintes déposées par des partis et des organisations de la société civile.

« Nous n'avons trouvé aucune raison légale empêchant la formation d'un gouvernement par le premier ministre (...) mais cette conclusion à laquelle nous sommes parvenus ne diminue en rien la gravité des charges contre lui », ont indiqué les magistrats masqués pour cause de Covid-19, à l'issue de deux journées de débats télévisés. La Cour suprême a également estimé que l'accord de gouvernement qu'il a scellé avec son rival Benny Gantz ne remet pas en cause les lois fondamentales de l'État hébreu. Les juges ont suggéré des aménagements à l'arrangement immédiatement acceptés par le Likoud et Bleu et Blanc, les deux partis à l'origine du pacte. « La forteresse de la démocratie n'est pas en danger avec ces accords » a estimé Esther Hayut, la présidente de la Cour. « Nous allons avoir un gouvernement d'immunité et de corruption » a protesté Moshe Yaalon, l'une des figures de ce qu'il reste de l'opposition.

Seize mois d'affrontements

« Bibi », comme le surnomment ses supporters qui lui décernent le titre de magicien et le comparant volontiers à Houdini, l'ancêtre des illusionnistes, sort vainqueur d'une crise politique comme Israël n'en avait jamais connu. Il est assuré de conserver le poste de chef du gouvernement durant dix-huit mois, puis occupera en principe, après une rotation avec Benny Gantz, une fonction créée de



toutes pièces pour lui, celle de vice-premier ministre, durant une période identique. Cet arrangement va lui permettre d'affronter avec un statut particulier, et non pas en tant que simple citoyen, son procès pour corruption, abus de confiance et fraude qui commence en principe le 24 mai à Jérusalem et devrait durer plusieurs mois, voire plusieurs années en tenant compte des appels.

Benjamin Nétanyahou jouait sa carrière, mais aussi sa liberté puisqu'il risquait, et risque toujours s'il est condamné après avoir épuisé ses recours, une peine de prison de ferme. Il réussit le tour de force de conserver le pouvoir sans gagner les élections. Le survit, a repoussé aux calendes grecques le spectre carcéral et a trouvé un nouveau souffle. La partie était loin d'être gagnée d'avance. Il lui a fallu pour parvenir à ses fins des élections législatives anticipées, puis deux nouveaux scrutins qu'il a provoqués en refusant de céder sa place. Il lui a fallu

La Cour suprême a autorisé Benjamin Nétanyahou (ici en février dernier à Jérusalem) à former un gouvernement en dépit des accusations de corruption portées contre lui. TIBBON/AP

72 députés,
sur les 120 que compte la Knesset, ont accordé le droit à Nétanyahou de distribuer des portefeuilles ministériels

quelque seize mois d'affrontements et de coups bas visant son challenger Benny Gantz pour rester avec Sarah, son épouse, le locataire du Beit Aghion, la résidence du premier ministre de la rue Balfour à Jérusalem. Il lui a fallu manœuvrer le leader de Bleu et Blanc, politiquement vierge et longtempé droit dans ses bottes, pour briser la dynamique de l'opposition de centre gauche qui faisait jeu égal avec son camp.

Il a trouvé un terrain d'entente avec l'ex-chef d'état-major de l'armée qui accepte, alors que son parti est un champ de ruines, de le laisser diriger en premier l'exécutif. La Knesset lui a ouvert une voie royale : elle lui a accordé jeudi le droit de distribuer les portefeuilles ministériels avec une écrasante majorité de 72 députés sur 120. Benjamin Nétanyahou et Benny Gantz devraient prêter serment le 13 mai devant le Parlement. L'épilogue d'une bataille digne des millepages ou des pires séries télévisées de thriller politique.

« Nétanyahou sort victorieux de cette épreuve de longue durée, c'est incontestable mais il n'est pas vainqueur haut la main. Il aurait préféré exercer les pleins pouvoirs durant tout le temps de la législation et il n'a aucune prise sur son destin judiciaire », nuance le politologue Daniel Charbit. « Son parti, le Likoud, voit sa position renforcée. Il est désormais le seul parti de gouvernement tandis que la formation Bleu et Blanc qui s'est scindée n'est plus qu'une force d'appoint. Mais la grande nouveauté, après bientôt onze ans de règne sans interruption, est qu'une échéance est fixée : dans dix-huit mois, "l'ère Bibi" sera terminée », poursuit-il.

Reste à savoir si Benjamin Nétanyahou acceptera d'honorer une promesse cadencée dans un écrivain juridique où chaque mot, chaque virgule de l'accord entre le Likoud et Bleu et Blanc, semble avoir été négocié par des aréopages d'avocats aussi tatillons que procéduriers. « Benny Gantz n'a

aucune confiance en Bibi. Lorsqu'il est entré en politique, cet ancien général a appris par ses nouveaux amis qui étaient souvent des ex-collaborateurs de Nétanyahou que ce dernier finit toujours par trahir ou lâcher ses partenaires. Gantz a pu faire sienne la devise d'Andreotti, cet ancien président du Conseil italien qui disait : "Lorsqu'on pense du mal d'autrui, on commet un péché, mais au moins on est sûr de ne pas se tromper" » raconte le politologue Emmanuel Navon.

Pragmatisme

Décrit comme une capitulation par ses ex-alliés, tel son ancien alter ego, Yair Lapid, le rapprochement entre Benjamin Nétanyahou et l'ancien patron de Tsahal paraît dicté par le pragmatisme. La crise du Covid-19 a servi de détonateur ou de prétexte à une entente. L'épidémie a été des les premiers jours dramatisée par le premier ministre. Elle est restée à un niveau faible, en comparaison avec un pays à population égale comme la Belgique, mais a fait beaucoup plus de morts, selon les chiffres officiels, que chez les voisins jordaniens ou libanais. La lutte contre le coronavirus a donné un caractère d'urgence et favorisé l'émergence d'une volonté d'unité nationale face aux conséquences du fléau.

« Il n'y avait pas d'alternative. Il aurait été irresponsable d'aller vers de nouvelles élections avec un gouvernement de transition n'ayant pas la maîtrise du budget, alors que l'environnement économique et social est fortement dégradé », estime Emmanuel Navon. « Le principal enseignement de cette séquence est que Benjamin Nétanyahou a fini par comprendre qu'après l'échec de trois tentatives, il ne trouvera pas de majorité à sa droite. Il a fini par comprendre qu'il y a des limites au pouvoir et que ces limites sont désormais atteintes », assure-t-il. Dans les colonnes du quotidien Yedioth Ahronoth, le commentateur Nahum Barnea n'en demeure pas moins circonspect. « Une carrière de 32 ans arrive maintenant à son apogée : personne ne menace son règne, ni dans son parti, ni dans la classe politique, ni dans l'appareil gouvernemental, ni dans la rue. Plus précisément, personne ne menace son règne, sauf Nétanyahou lui-même », écrit-il. ■

Le printemps pourri de Vladimir Poutine

Le grand défilé du 9 mai à Moscou a été annulé, le référendum constitutionnel a été reporté et l'économie russe est en chute libre.

ALAIN BARLUET @abarluet

RUSSIE Cela devait être le grand événement de cette année 2020, qui marque les deux décennies au pouvoir de Vladimir Poutine. Ce 9 mai, les commémorations de la victoire contre le nazisme, habituellement suivies par des dizaines de millions de téléspectateurs, devaient réunir, à Moscou, autour du président russe sur la place Rouge, de nombreux chefs d'État dont le chinois Xi Jinping, allié stratégique majeur, mais aussi Emmanuel Macron - signe que, même après sa mise au ban de la communauté internationale pour son invasion de la Crimée en 2014, la Russie reste incontournable.

Pandémie oblige, les festivités ont été repoussées. Vladimir Poutine devra se contenter samedi de déposer une gerbe et de prononcer un discours télévisé. Seule a été maintenue une parade aérienne de 75 avions, parmi lesquels le plus gros avion de transport stratégique au monde, l'AN-124 « Ruslan » (le « Condor »), très sollicité pour des cargaisons sanitaires. Mais le maire de la capitale, Sergueï Sobianine, est intervenu à la télévision pour demander aux Moscovites de ne pas sortir dans la rue pour admirer le défilé aérien et le traditionnel feu d'artifice.

Le Covid-19 - 187 859 cas et 1723 morts en Russie, selon le dernier décompte officiel - n'a pas seulement gâché la fête grandiose du « Jour de la victoire ». Le virus a tout changé, contraignant aussi le chef du Kremlin à reporter sine die le référendum sur la réforme constitutionnelle, prévu le 22 avril, et qui devait ouvrir la voie à son possible maintien en fonction jusqu'en 2036. En janvier, le président russe avait remis son gouvernement en ordre de marche et nommé un nouveau premier ministre, Mikhaïl Michoustine - récemment hospitalisé après avoir été infecté -, afin de relancer une économie depuis longtemps atone. Des grands programmes représentant des centaines de milliards de roubles d'investissements étaient prévus. Las, « sur l'échiquier de Vladimir Poutine, le virus a complètement bouleversé le jeu », constate Andreï Kolesnikov, expert au centre Carnegie de Moscou.

Mauvaises perspectives

Les perspectives de croissance sont désormais catastrophiques. L'économie russe devrait se contracter jusqu'à 6% cette année. Des faillites massives sont à craindre, notamment parmi les PME, et le chômage devrait doubler (à plus de 10%). Les revenus pétroliers, qui constituent la moi-

tié des recettes budgétaires russes, ont fondu de moitié. Le revenu des Russes, stagnant depuis plusieurs années, devrait reculer de 5% en 2020, revenant à un niveau bien inférieur (-7,5%) à celui de 2013, avant l'invasion de la Crimée, selon les chiffres d'Alfa-Bank. Certes, rappelle Igor Nikolaïev, directeur de l'Institut d'analyse stratégique de FBK Grant Thornton, le pays dispose encore de réserves suffisantes pour faire face à un an et demi de crise, grâce à son fonds souverain, fond de 150 milliards de dollars. Reste que les mesures de soutien à l'économie sont jugées jusqu'à présent largement insuffisantes et que la crise risque de durer.

Vladimir Poutine pendant une visioconférence, jeudi, à Novo-Ogaryovo, la résidence officielle du président russe, à l'ouest de Moscou. ALEKSEY NIKOLSKIY / SPUTNIK/REUTERS



Lors de visioconférences répétées avec les responsables des ré-

gions, Vladimir Poutine a engagé ces derniers à prendre leurs responsabilités. Mais c'est lui qui, aux yeux de l'opinion, se retrouve en première ligne. Selon le baromètre de l'institut indépendant Levada, le président russe a ainsi perdu 10 points de popularité depuis janvier, dont 4 entre mars et avril, pour tomber à 59%. Dans ces conditions, fixer une nouvelle date pour le référendum constitutionnel s'apparente à un casse-tête. Selon les derniers sondages, près de la moitié des Russes seraient favorables à la réforme permettant à Vladimir Poutine de rester au pouvoir après 2024 s'il le souhaite. Mais où en sera l'opinion à la rentrée si la crise économique s'aggrave ?

Le pouvoir aurait envisagé de reporter le défilé au 24 juin, jour

du 75^e anniversaire de la parade qui s'était tenue en 1945. La date du 3 septembre, plus vraisemblable, coïnciderait avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, que la Douma vient de retarder d'un jour (du 2 au 3 septembre) pour bien marquer, comme le fait la Chine, qu'il s'agit aussi de la victoire sur le Japon (lequel a capitulé le 2 septembre 1945).

Jeudi, Vladimir Poutine s'est entretenu au téléphone avec Donald Trump et Emmanuel Macron. Tous ont appelé à ranimer, dans ce contexte de crise, l'esprit de coopération qui prévalait entre alliés en 1945. Le président russe n'en renonce pas moins à sa lecture de l'histoire - sa réécriture même, lui est-il reproché. « C'est nous qui avons attaqué l'Allemagne le 22 juin 1941 ou c'est l'Allemagne qui nous a attaqués ? », s'est-il emporté à propos de la rupture du Pacte germano-soviétique de 1939, dans un entretien diffusé vendredi sur la chaîne d'État Rossiya 1. « Manipuler les événements historiques qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale et à la division de l'Europe au lendemain de la guerre constitue un effort regrettable destiné à falsifier l'histoire », ont déclaré les chefs de la diplomatie des États-Unis et de neuf autres pays de l'Est », dans une déclaration commune publiée vendredi. ■